République Française
Liberté – Egalité – Fraternité

COMMUNE DE CAURO

ARRETE DU MAIRE N°2014-102
De non exercice du droit de préemption

LE MAIRE de la Commune de CAURO,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 006-003 du 30/07/2014 portant délégations du Conseil municipal au Maire,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner transmise par Maître Jean-Jérôme LUCCIONI, notaire à PORTICCIO (20) le 31/10/2014 concernant la vente de la parcelle D1061 au lieu-dit Capitoro ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La commune de Cauro n'exerce pas son droit de préemption sur la vente de la parcelle D1061 au lieu-dit Capitoro selon la déclaration d'intention d'aliéner transmise par Maître LUCCIONI le 31/10/2014.

ARTICLE 2 : Copie du présent arrêté sera transmise au représentant de l'état et à Maître Jean-Jérôme LUCCIONI.

FAIT à CAURO, le 19 novembre 2014

LE MAIRE,
Pascal LECCIA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000855-20141119-2014-102-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/11/2014